

CIBLE

Chômage

Nicolas Sarkozy nous avait annoncé une baisse du chômage. Hélas ! En janvier, le chômage a augmenté de 0,5 % par rapport à décembre, soit 13 400 demandeurs d'emplois supplémentaires de la catégorie A, sans aucune activité. Pour les trois catégories, le chômage atteint 4 650 000 personnes. Tel est le résultat, insupportable, des mesures de rigueur qui aggravent les conséquences du libre échange.

Et ce n'est pas fini. Après la période électorale, la quête de l'équilibre budgétaire, qui sera imposée par les nouveaux traités européens, conduira à l'adoption d'un plan de rigueur supplémentaire mais beaucoup plus dur que les précédents. Comme chez nos voisins, cette saignée absurde provoquera la récession et une augmentation rapide du chômage.

En Grèce, au Portugal, en Espagne, les manifestations de plus en plus nombreuses et violentes précèdent celles qui se dérouleront tôt ou tard en France. Très tôt, si Nicolas Sarkozy est réélu. Un peu plus tard si l'élu socialiste bénéficie du crédit accordé à la gauche tout en se pliant à la « règle d'or ». Mais l'explosion sociale est inéluctable.

MARINE LE PEN

La rentière du malheur

Gauche

**Le peuple
perdu**

p. 8

Chine-Russie

**Vers
le schisme**

p. 5

Une même dictature économique !

Pendant que la Grèce s'enfonce dans la récession et l'austérité, allons voir l'anti-Grèce : le pays le moins endetté du monde, à la croissance jamais inférieure à 5 % depuis 30 ans, au néo-libéralisme triomphant et aux indicateurs macro-économiques dans le vert.

Le vainqueur est... le Chili, décrit par Wikipédia comme « *modèle de la région, le seul qui a réussi à réduire la pauvreté de moitié [en 15 ans]. Au cours des 24 dernières années, la croissance annuelle moyenne du PIB chilien a été de 5,2 %, et même de 8,3 % entre 1990 et 1997. Le modèle économique chilien est celui du néo-libéralisme, mis en place par le général Pinochet avec l'aide des Chicago Boys.* » (1)

Ce que Wikipédia ne dit pas, c'est que le néo-libéralisme chimiquement pur à la Pinochet s'est traduit par la privatisation et la déréglementation de tout : enseignement, santé, retraites, économie, salaires, tout. Par ailleurs les Chiliens qui ont vécu cette période ont acquis des réflexes profondément enfouis dans leur esprit : une peur permanente de la police, l'intériorisation du concept de compétitivité individuelle, la certitude que si l'on est pauvre c'est qu'on le mérite, si l'on est chômeur

c'est parce que l'on est un incapable, qu'il faut travailler plus et se taire, etc.

Pourtant, après 15 ans d'une des dictatures les plus dures du monde, puis 20 ans de non-remise en cause du système par la Concertation Démocratique et un an après l'élection de Sebastian Piñera et le retour de la droite, les *cacerolazos* (2) résonnent dans les rues de Santiago, avec une intensité rarement atteinte dans ce pays : jusqu'à 500 000 manifestants en juillet dernier dans tout le pays. Tout ceci à partir d'une révolte d'étudiants.

Car cette révolte contre la privatisation et le coût excessif de l'Enseignement supérieur a très vite débordé le cadre universitaire et s'étend aux dégâts produits dans le tissu social par l'ultra-libéralisme. Les Chiliens, en général individualistes (3), ont aussi une conscience nationale très forte : on l'a vu lors de l'épisode des 33 mineurs qui ont survécu à 70 jours d'enfermement en 2010. Le Chili se

perçoit lui-même comme un pays uni et qui ne renonce jamais. C'est cette contradiction entre un système qui réclame l'éparpillement social et l'individualisme absolu, et un sentiment de solidarité nationale très fort, qui s'est révélée à terme insupportable.

Mais alors, pourquoi tout ce temps avant la révolte ? C'est qu'il a fallu attendre l'arrivée d'une jeunesse née après la fin de la dictature, une *génération qui ne connaît pas cette peur* (4) pour que l'aspect injuste et désastreux de l'ultra-libéralisme soit reconnu pour ce qu'il est. La personnalité de la jeune vice-présidente de la *Fédération des étudiants de l'Université du Chili*, Camila Vallejo (5), y a peut-être été pour quelque chose, qui a pour - ou contre ? - elle d'être jeune, jolie et intelligente. Mais plus sûrement le sentiment d'une majorité de la population d'être exclue du système (éducatif entre autres) pour des raisons financières, est la vraie cause de cette révolte générale du pays.

Février-mars, ce sont les grandes vacances au Chili, et les étudiants sont rentrés à la maison. La révolte reprendra-t-elle à la rentrée ? Cela semble assez probable, du fait de l'ancrage des revendications estudiantines dans le cœur des préoccupations de la société. En tout cas, souhaitons-le pour les Chiliens.

Et nous Européens, tirons-en quelques leçons. Il aura fallu 15 ans de dictature au Chili pour que l'ultra-libéralisme s'installe. Ce système exige l'atomisation de la société et l'existence d'un sentiment général de culpabilité, où le chômeur est un coupable qui ne mérite aucune aide. La macroéconomie ne fait pas (seule) le bonheur des peuples et certains indicateurs, comme la réduction de la pauvreté, n'ont pas de sens : est-ce bien réduire la pauvreté de moitié, de faire que seuls les 10 % les plus riches de la population aient accès à l'éducation et la santé ?

Et, pour revenir à notre comparaison du début, on voit bien qu'il manque au plan européen pour la Grèce un élément essentiel, sans lequel rien ne marchera : un Augusto Pinochet.

François VILLEMONTAIX

(1) http://fr.wikipedia.org/wiki/Economie_du_Chili

(2) Où l'on tape sur des casseroles pendant les manifestations.

(3) *Royaliste* n° 816, pages 6-7, « *Chili : l'envers du décor* » de François Villemontaix.

(4) Entretien de Camila Vallejo dans *El País* du 15 janvier.

(5) Adulée par les médias, on peut en trouver des portraits partout sur la Toile. Je recommande l'intéressante analyse du *Monde diplomatique* de décembre 2011.

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD MEUNIER

SOMMAIRE : p.2 : Une même dictature économique - p.3 : Voter en dérobade - Sarkozy - p.4 : N'allons plus aux urnes - p.5 : Prochain schisme sino-soviétique - p.6/7 : Un projet dérivé - p.8 : La gauche en quête de peuple - p.9 : Le libéralisme dans tous ses états - p.10 : Le millénaire a 25 ans - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La rentière du malheur.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Voter en dérobade

Tétanisés par la perspective d'un retour à l'affrontement entre partisans et adversaires du prétendu traité constitutionnel, les dirigeants socialistes ont choisi de s'abstenir sur le MES. La renégociation avec l'Allemagne est bien mal engagée.

Le MES ? Bon sang, mais c'est bien sûr le **Mécanisme européen de stabilité** qui doit succéder au Fonds européen de stabilité financière qui n'a manifestement pas rempli son rôle puisque la zone euro est dans un état d'instabilité qui se rapproche dangereusement du chaos. Le MES doit donc venir en aide (on ne dit plus « *voler au secours* » car l'envol de Merkel ressemble à celui de la poule de basse-cour) aux pays en crise financière. A priori, c'est plutôt sympa comme initiative mais, comme toujours, le diable se cache dans les petits et les gros tuyaux de l'usine à gaz européenne.

Fins connaisseurs de cette tuyauterie, nos lecteurs ont remarqué que l'obsession de l'équilibre budgétaire s'est déjà traduite par une accumulation de textes disciplinaires : **paquet de six mesures** venant renforcer le Pacte de Stabilité et de Croissance, actes législatifs du Parlement européen, règlements de la Commission. Comme si ce paquet de dispositifs imbéciles ne suffisait pas, la Chancelière allemande a décidé de graver l'austérité dans deux nouveaux traités qui s'ajoutent au traité de Lisbonne :

- un **traité intergouvernemental** des membres de la zone euro et d'autres pays membres de l'Union européenne qui crée le **Mécanisme européen de solidarité**, sou-

mis à la ratification du Parlement français ;

- un **traité intergouvernemental sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire** (TSCG), qui sera signé en mars par les chefs d'État et de gouvernement et qui sera ensuite soumis à la ratification parlementaire. Ce traité prévoit la mise en place d'une nouvelle règle budgétaire par laquelle « *les budgets des administrations publiques sont à l'équilibre ou en excédent* », ce principe étant inscrit dans la constitution des États-membres, qui accepteront des mécanismes de correction automatique des déséquilibres et des sanctions. Tel est le système antidémocratique qui imposera aux États l'austérité perpétuelle.

François Hollande a annoncé qu'il renégocierait le TSCG s'il était élu. Il s'agit d'une renégociation a minima, portant sur une référence à la croissance nécessaire, mais Jean-Luc Mélenchon et plusieurs camarades du candidat socialiste, dont Marie-Noëlle Lienemann, ont cherché à sauver le principe même de cette négociation en démontrant qu'il fallait que les parlementaires socialistes votent **contre** la ratification du MES. Pourquoi ? D'abord parce qu'il n'y a pas urgence : le MES sera mis en place après la ratification du traité TSCG. Ensuite et surtout parce que les deux

textes sont étroitement liés. Le préambule du traité instituant le MES dispose en effet que « *le présent traité et le TSCG (3^e traité) sont complémentaires dans la promotion de pratiques budgétaires responsables et de la solidarité au sein de l'UEM. Il est reconnu et convenu que l'octroi d'une assistance financière dans le cadre des nouveaux programmes sera conditionné, à partir du 1^{er} mars 2013, à la ratification du TSCG par l'État membre concerné et à l'expiration du délai de transposition aux exigences prévues.* »

En clair : qui accepte le MES doit constitutionnaliser au préalable la **règle d'or** et se soumettre à l'ensemble des règles de discipline budgétaire. Qui accepte le MES accepte que le Parlement soit dépossédé de son droit le plus fondamental et que le gouvernement soit mis en tutelle.

Pour les sarkozystes le choix de la soumission était parfaitement cohérent avec l'abdication de leur chef devant la Chancelière. Pour les socialistes, il était logique que la renégociation commence par le refus de ratifier le MES car il ne sera pas possible de remettre en discussion ce qu'on a déjà accepté.

Suivant les consignes, la plupart des députés socialistes - dont Arnaud Montebourg - se sont réfugiés dans l'abstention. C'est annoncer qu'ils sont prêts au compromis avec l'Allemagne alors qu'il faudrait lancer une attaque frontale sur la question de l'euro et dénoncer le caractère antidémocratique des traités rédigés à Berlin.

Sylvie FERNOY

Sarko

On n'en croit pas ses oreilles ! Voilà Nicolas Sarkozy qui se présente comme le « *candidat du peuple* », comme l'homme antisystème, protecteur des travailleurs... Comme il court partout, comme il lance une proposition par jour, on a le tournis. Plutôt que de se laisser happer par le discours, il faut s'interroger sur la raison de cette frénésie. Est-ce de la pure communication, fabriquée dans le but de saturer l'espace médiatique ? Est-ce le signe de la panique saisissant un homme qui n'a plus rien à perdre ?

Gaël Brustier (1) estime que c'est une stratégie mûrement réfléchie qui se déploie. Nicolas Sarkozy ferait le pari que Marine Le Pen ne parviendra pas à réunir les parrainages nécessaires. D'où l'offensive sur l'*identité* et sur les *valeurs* qui permettrait de récupérer l'électorat nationaliste et de dépasser la gauche dans les sondages. Ensuite, explique Gaël Brustier, « *il se posera très vraisemblablement en seul homme politique capable de réformer le pays* ».

Si c'était la première entourage électorale du candidat, cela pourrait peut-être marcher. Mais tout le monde se souvient que le « *président du pouvoir d'achat* » est devenu le **président des riches**. Surtout, chaque slogan sarkozyste se heurte à la dure réalité : hausse du chômage, émeutes à La Réunion contre la vie chère, faillite scandaleuse de Dexia...

Jacques BLANGY

(1) <http://www.npa2009.org/content/30-ann%C3%A9es-de-mutations-voyage-au-bout-des-droites>

N'allons plus aux urnes, citoyens !

La République est-elle soluble dans l'oligarchie ? À en croire Rousseau, la chose paraît somme toute possible : « J'appelle donc République tout État régi par des lois, sous quelque administration que ce puisse être. Tout gouvernement légitime - c'est à dire né du contrat social - est républicain ».

Depuis la culture politique héritée de la Grèce antique, l'oligarchie tient pourtant de la négative. Elle consiste, pour mémoire, dans l'accaparement du pouvoir par les dirigeants à leur propre profit **de caste**, en lieu et place de l'intérêt commun. Plutôt que la philosophie de Locke, qui permet aux citoyens (ce n'est là que pure théorie), détenteurs de la souveraineté, de reprendre à leurs représentants l'autorité politique mal acquise ou mal exercée (notamment en cas d'accaparement du pouvoir ou de mise à mal de la liberté), la France moderne née de la Révolution semble avoir préféré la pensée rousseauiste, qui implique *in fine* la soumission de l'individu à la souveraineté populaire indivisible et infaillible. On en connaît les possibles résultats : la Terreur en a été un surcroît.

Quel rapport avec notre actualité politique me direz-vous ? Précisément parce que nos élites (sic) politiques contribuent au maintien d'une oligarchie engluée dans une idéologie dite néo libérale forgée au lendemain du second conflit mondial - voire dès avant - et dont Hayek, entre autres, a été l'un des hérauts. L'une des forces de cette oligarchie est précisément d'être soutenue par une philosophie politique et économique se targuant d'être en dessus de toute idéologie, d'où un inévitable aveuglement qui a pour conséquence

logique des sérieux dégâts collatéraux dont le commun des mortels fait quotidiennement les frais.

Cette oligarchie a pour elle les forces économiques (aujourd'hui essentiellement financières), qui constituent sa raison d'être. Elle bénéficie également, et surtout, de deux soutiens de poids que sont une partie des milieux académiques (il n'y a qu'à voir et entendre dans les médias les économistes patentés, toujours les mêmes, souvent juges et parties prenantes des milieux financiers qui les emploient comme conseillers en sus de leur situation d'universitaires) - autrement dit une énième *trahison des clercs* -, et les milieux politiques, parfaitement intégrés à un système dont ils partagent intérêt et idéologie.

Il n'y a qu'à regarder la composition de notre Parlement, qui tient plus du conseil d'administration des grands groupes industriels et financiers que de la représentation nationale et de l'intérêt commun dont il se doit pourtant d'être le garant. Qui plus est, la médiocrité intellectuelle de nos élus formés au moule commun (les prises de parole des députés et sénateurs tiennent souvent de la catastrophe rhétorique), sur fond d'inculture notoire, mieux même de mépris des Humanités, ne participe guère à la défense du corps civique. Celui-ci est lui-même volontairement dégradé dans son éducation (il faut juste sa-

voir lire, compter, cliquer, disait, il y a peu, l'un de nos politiques) et pourtant facilement montré du doigt quand, par dépit, il opte pour des partis peu recommandables, voire rechigne à s'en aller déposer son bulletin dans l'urne de l'hypocrisie.

Dans ce contexte l'État tangent comme un bateau ivre : accusé de trop exister quand il gêne une redistribution des richesses qui pourtant n'arrive jamais, il est loué par ceux-là même qui le dénigrent quand, tel un Robin des Bois inversé, il soutient le système en place et accepte d'être le bon ou mauvais élève d'agences de notation stipendiées par les milieux bancaires. Position schizophrénique dans la mesure où son rôle se borne de plus en plus à gérer les dégâts d'une économie paupérisante qui explique largement des finances publiques de plus en plus dégradées et ingérables. Le serpent se mord encore une fois la queue, mais l'idéologie a pour elle sa force intrinsèque, prétendument objective, qui est de n'avoir jamais tort. N'est-ce pas la définition même de l'idéologie ?

Les exemples historiques ne manquent pas depuis deux cents ans, mais comme l'histoire n'est plus guère - et pour cause - au centre du programme éducatif, qui s'en souvient ? Libéralisme du discours et toujours plus de réglementation, parfois liberticide : la victoire de Hayek et la revanche de Staline ! Le

tout sur fond de destruction des classes moyennes que l'on sait aptes à prendre le flambeau de la contestation, parce que moins dans les besoins élémentaires et munies d'un minimum de culture politique.

Dans ces conditions, aller voter comporte le risque du blanc seing et, de la Gauche à la Droite dites *républicaines*, l'appartenance à un même moule idéologique global est si patent que le corps social ne peut que continuer à faire les frais d'une pseudo alternance. Quant aux extrêmes politiques, l'historien et universitaire que je suis n'apprécie guère l'inévitable chasse aux intellectuels qui s'en suivrait.

La démocratie représentative telle qu'exercée aujourd'hui n'apparaît donc bien plus que comme oligarchie. Le « **a voté** » des élections sonne comme une guillotine de la conscience politique, au sens noble - sans mauvais jeu de mots - du terme. Le tirage au sort, façon ancienne Athènes, réclamé par certains m'oblige à rappeler que la Cité démocratique tient plus du fantasme que de la réalité historique. Et il est vrai que sans contrôle le peuple peut vite devenir populace. Reste le Couronnement de la démocratie, à condition que le roi exerce un véritable rôle d'arbitre entre les forces constitutives du corps social et politique. Que la monarchie soit garante de la République née du contrat social et le dépôt de bulletin dans l'urne retrouvera sa finalité *essentielle*.

Le défi est immense, mais ne mourons-nous pas d'un déficit d'utopie ? Il y a encore *des Bastilles à prendre*, comme le titrait notre journal à l'occasion du Bicentenaire. Parmi elles, la *fin des petits maîtres*, à laquelle nous a conviés Bertrand Renouvin, sonne aujourd'hui comme une nécessité. Avec quels moyens ? J'avoue ne pas savoir, mais l'urgence est là, au risque d'un éclatement social dont les effets risquent d'être dévastateurs.

Éric WENZEL

Le prochain schisme sino-soviétique

Poutine et Xi Jinping vont être amenés à cohabiter pendant dix ans. C'est une durée sur laquelle nous n'avons aucune visibilité pour ce qui nous concerne.

Les noms des futurs présidents russe et chinois - pour les dix prochaines années - sont déjà connus. Dans l'esprit commun en Occident, tout semble rapprocher Russie et Chine dans une sorte de nouveau bloc sino-soviétique : leur veto commun à la résolution sur la Syrie, leurs annonces respectives de budgets militaires accrus, leur appartenance à plusieurs organisations dont nous sommes exclus, régionales comme l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) pour l'Asie centrale ou économiques comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Or les apparences sont trompeuses, comme en 1964, quand le général De Gaulle anticipait le schisme entre les deux. Pékin alors secouait le poids du grand frère. Un demi-siècle plus tard, la Russie n'est plus que l'ombre de la majestueuse URSS et n'en finit pas de la regretter. Pour ne considérer que l'actualité syrienne, Moscou redoute certes la contagion d'une flambée islamiste sur son flanc sud. Pékin partage certaines craintes vis-à-vis des printemps arabes et veille au grain au Xinjiang où la minorité ouïghoure s'agite depuis ces dernières années. Mais la motivation première de la diplomatie russe est causée par ses frustrations de puissance au plan international : elle se sent acculée par les Occidentaux, déclassée, condamnée au suivisme, privée d'influence

sur les affaires mondiales. Elle ne compte plus que par son pouvoir de nuisance, son veto comme au temps de Khrouchtchev, Monsieur Niet.

Tout autre est la diplomatie chinoise. Washington a d'ailleurs bien compris que le seul moyen de contourner l'opposition russe passait par Pékin. La Chine s'est encore solidarisée cette fois avec Moscou mais après beaucoup d'hésitations, du bout des lèvres et sans doute pour la dernière fois. Car elle atteint le moment où son soutien lui sera plus coûteux que profitable dans le monde arabe. La Chine en effet à tout à gagner des **printemps arabes** contrairement à la Russie qui y a tout perdu. Pékin est seul en position de compenser le recul de l'influence occidentale ou de l'équilibrer.

La télévision chinoise a lancé depuis 2009 son programme international en arabe. Bien sûr Pékin veille à la sécurité de ses approvisionnements en hydrocarbures (40 % de ses besoins sont fournis par le Moyen-Orient, essentiellement d'Arabie saoudite et d'Iran, mais aussi d'Algérie). Les sanctions contre l'Iran ont eu pour premier effet de solidariser une réponse *asiatique* entre Chine, Corée et Japon. Mais la Chine sera bientôt en situation de rivaliser avec Washington de l'Afghanistan au Maroc, uniquement grâce à son pouvoir d'influence (*soft power*).

Sans surprise, la Turquie sera un pivot de cette

stratégie. Le vice-président Xi Jinping, futur président de la Chine en mars 2013, s'y est arrêté du 20 au 22 février au retour de sa visite d'État aux États-Unis. Pékin sait que les Ouïghours appellent le Xinjiang le *Turkestan oriental* en jouant sur la proximité linguistique entre Turkestan et Turquie. Raison supplémentaire de mettre Ankara dans le jeu chinois. Le Premier ministre turc Erdogan n'a pu qu'être flatté de cette marque d'intérêt : il a tout à gagner aussi d'un dialogue privilégié - et potentiellement productif - avec la Chine sur la Syrie, l'Iran, les printemps arabes.

Washington n'a pas vraiment le choix. Pékin a surtout l'habileté de ne pas mettre l'Amérique dans la situation d'avoir à choisir. Il était hautement symbolique que la journée la plus officielle de la visite de Xi Jinping (entretien avec Obama, déjeuner avec Hillary Clinton, dîner avec le vice-président Joe Biden) coïncida avec la St Valentin (14 février). Car l'objectif est bien celui d'une relation *amoureuse* entre les deux premières puissances.

La France et l'Europe ont certes intérêt à ne pas laisser Poutine s'isoler inutilement et à ne pas ignorer la Turquie. Mais elles n'ont pas encore défini de stratégie chinoise. Pékin du coup n'a que faire de l'Europe (où Xi Jinping n'a effectué qu'un seul arrêt dans son périple : Dublin. Cela veut tout dire).

Yves LA MARCK

♦ **BURUNDI** – La princesse Esther Kamatari a apporté son parrainage et son soutien au projet *Ijambo*, lancé par le Cercle des Anciens de l'Organisation internationale de la Francophonie, qui vise à appuyer le travail d'une association de femmes de la province de Rutana dans le sud-est du Burundi. « *Je suis fière de soutenir un projet concret qui participe, grâce à des activités d'intégration économique et de mobilisation citoyenne, à réduire cette fracture et à renforcer la cohésion sociale* ». La princesse Kamatari est la nièce du roi Mwambutsa IV (1912-1977) et l'actuelle prétendante au trône du Burundi.

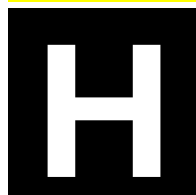
♦ **SERBIE** – C'est au Palais Blanc, proche de sa résidence, que le prince héritier Alexandre II de Yougoslavie a reçu les membres de l'association monarchiste *Kraljevina Srbij* (Royaume de Serbie) pour leur fête patronale. Présidée par Bojan Starcevic, l'association est la plus importante formation monarchiste du pays avec plus de 15 000 membres et une cinquantaine d'antennes régionales. Son objectif est de « *faire progresser la démocratie, populariser le concept de monarchie constitutionnelle, de coopérer avec les sociétés et associations similaires dans la République de Serbie et d'ailleurs, dans le but du rétablissement d'une Constitution monarchique pour la Serbie* ».

♦ **TONGA** – Le pape Benoît XVI a reçu en audience Siaosi Tupou V, roi du Tonga. Au cours de la rencontre ont été évoqués les « *aspects de la vie sociale et l'économie du pays, et la contribution de l'Eglise dans les différents secteurs de la société* » selon le Vatican.

♦ **AUSTRALIE** – Le Premier ministre Julia Gillard, qui s'était déclarée partisan d'une abolition de la monarchie lorsque le règne de la reine Elizabeth arrivera à son terme, a suscité la surprise en faisant l'apologie de la famille royale dans un documentaire diffusé par la BBC. Au cours de cet entretien elle a déclaré : « *En ce moment je pense que dans la vie de la nation australienne cette question n'est pas une préoccupation dans l'esprit des gens* » ajoutant « *finalement, je crois que les Australiens auront leur mot à dire à nouveau sur nos arrangements constitutionnels en cours, mais ce n'est pas le centre de la vie nationale ou d'un débat national en ce moment* ».

♦ **PAYS-BAS** – Victime d'une avalanche en Autriche, le prince Johan Friso, deuxième fils de la reine Béatrix et frère du prince-héritier Willem-Alexander, « *ne reprendra peut-être plus jamais connaissance* », a annoncé Wolfgang Koller, responsable de l'unité de soin traumatologique de l'hôpital universitaire d'Innsbruck. Pris dans une avalanche et resté sous la neige pendant une vingtaine de minutes « *le manque d'oxygène a provoqué des dommages massifs dans le cerveau du patient* » a-t-il ajouté. La reine Beatrix a annulé tous ses engagements officiels afin de rester en Autriche au chevet de son fils.

Un projet dérivé



Historien, auteur de nombreux ouvrages, invité à plusieurs reprises à s'exprimer dans nos colonnes, Jean-Pierre Rioux a voulu sortir du champ polémique la question coloniale qui hante nos mémoires et qui marque le présent puisque de nombreux immigrés ou anciens immigrés viennent de l'ancien empire français. Sur la politique coloniale, le colonialisme, la décolonisation, la tragédie algérienne, voici une mise au point équilibrée qui sera source de débats apaisés.

■ **Royaliste : Pourquoi avez-vous décidé de reprendre la question coloniale ?**

Jean-Pierre Rioux : Ma génération a été profondément marquée par la guerre d'Algérie et la question coloniale n'a cessé de nous hanter. J'ai voulu poser un regard hexagonal sur cette aventure coloniale et postcoloniale en publiant des textes variés : il y a des analyses générales, des portraits, une petite étude sur la chanson colonialiste...

Ma génération d'historiens a longtemps vécu avec le livre que Raoul Girardet avait publié en 1972 sur *L'idée coloniale*. Mais aujourd'hui de nombreux travaux mettent en cause non pas l'idée coloniale mais *l'État colonial* et même *la République coloniale*. Ma réflexion se situe dans l'entre-deux. Il est temps d'examiner sans fard ni déni ce que fut la France coloniale en intentions et en actes.

■ **Royaliste : Vous prenez comme point de départ le contexte actuel...**

Jean-Pierre Rioux : Cette histoire de la France coloniale est loin d'être close. Les groupes de pression mémoriels s'activent pour en tirer les leçons - à condition que ces leçons corroborent leur vision singulière du passé. Les politiques s'en sont mêlés : vous vous souvenez que l'article 4 de la loi du 23 février 2005, invalidé par le Conseil Constitutionnel, demandait que soit présentés les aspects positifs de la colonisation. Dès lors se posent de graves questions.

Comment empêcher cette guerre des mémoires ? Comment empêcher que les mémoires des victimes imposent à la collectivité leur vision partielle et partielle du passé ? Comment surtout inscrire le plus utilement possible dans les débats d'aujourd'hui les questions et les conflits dont sont porteurs les mémoires des victimes ? Ruse de l'histoire : les descendants de colonisés sont aujourd'hui dans le métro. Ce qui redouble en intensité la question de

l'immigration, de la distinction entre nationalité et citoyenneté, de l'avenir de l'Outre-mer français. La question coloniale entre dans la question beaucoup plus vaste du rapport au passé.

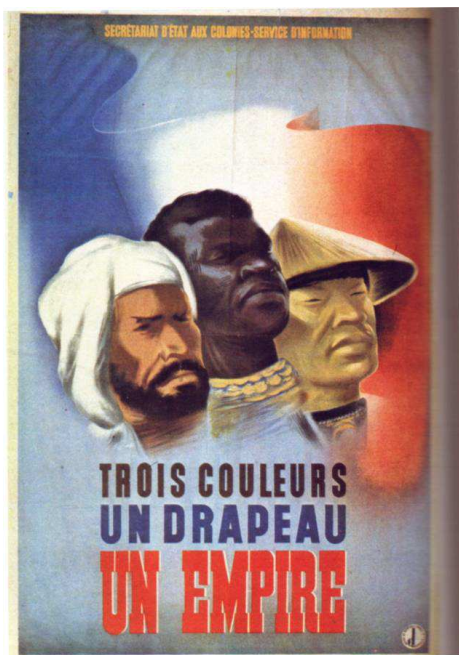
Au fond, il faudrait que la France puisse comprendre pourquoi l'Algérie - seule terre colonisée organisée dans un cadre départemental - a connu une très grande violence. La question est de savoir comment on arrive ou non, à mêler deux histoires, deux espaces, deux sociétés hétérogènes tout en maintenant la domination de l'une par l'autre. Cette tentative aventureuse conduisait à une impasse, à une guerre sans fin dès lors que les Français d'Algérie considéraient qu'ils avaient fait l'Algérie, alors que les Algériens soutenaient que les Français avaient défait l'Algérie. Cela explique pourquoi la notion d'amitié franco-algérienne n'a jamais pu faire l'objet d'un traité malgré toutes les tentatives faites en ce sens.

■ **Royaliste : Qui a voulu coloniser ?**

Jean-Pierre Rioux : **Première remarque :** la colonisation en France n'a pas eu beaucoup d'adversaires. L'anticolonialisme a toujours été ténu et sans influence durable sur l'opinion. Jamais il n'a été fait de distinction entre la colonie de peuplement et la colonie de domination - au service de la puissance. L'opinion française s'est toujours cantonnée dans une semi-indifférence ponctuée d'enthousiasmes éphémères. Le ministère des Colonies n'a jamais été un grand ministère... La politique coloniale est restée un mélange de coups de tête et de coups fourrés, de pressions et d'immobilisme, une affaire de réseaux et de groupes de pression - le *parti colonial* ayant été très influent sous la III^e République.

Deuxième remarque : l'entreprise coloniale n'a jamais été rentable sur le plan économique, notamment à l'âge de l'impérialisme ! Il y a un fort contraste entre le dynamisme de la métropole et le déclin des affaires coloniales. En 1914, l'Empire colonial français représente 9 % des investissements à l'extérieur, contre 25 % en Russie.

Troisième remarque : la France subit une décolonisa-



tion sanglante, avec une défaite militaire qui s'appelle Diên Bien Phu. Jamais l'Angleterre n'a connu ça ! Le rythme et la violence de la décolonisation lui ont été imposés de bout en bout après 1945. Les suites humaines de cette victoire des colonisés ont été si fortes mais si mal admises en France que nous ne leur avons pas donné la place qu'elles méritaient dans notre saga nationale, dans notre histoire de France.

Du coup, nous avons maintenu le mutisme sur les rapatriés, sur les harkis, sur les immigrés venus de notre ancien empire. Mais les fils des harkis militent comme leurs parents l'avaient fait et certains immigrés d'Afrique du Nord continuent de penser que la France est toujours une république coloniale dont ils seraient les indigènes. Cela tient au fait que nous ne maîtrisons pas la métropolisation du fait colonial aujourd'hui - puisque c'est à domicile que les questions se posent.

Royaliste : Qui a colonisé ?

Jean-Pierre Rioux : Il y eut d'abord les militaires, les négociants et bien entendu les missionnaires qui ont permis la formation des premières élites colonisées. Puis les administrateurs, les médecins, les ingénieurs, les banquiers, quelques maîtres d'école. Par

la suite, les processus de colonisation se sont ennoyés dans l'urbanisation - la ville coloniale d'origine a été, elle aussi, bousculée et englobée dans la nouvelle urbanisation.

Royaliste : Parlons des colonisés...

Jean-Pierre Rioux : Pour Franz Fanon, pour Albert Memmi, l'histoire des colonisés n'aurait été qu'une condamnation ou une sortie de l'histoire. Ce que les historiens disent,

c'est que ce fut toujours plein d'une violence originelle puis dérivée, propre à la situation coloniale. Ce qui fait que, au fil des décennies, la France colonisatrice à la Jules Ferry est devenue une France colonialiste. Par exemple, à la fin de la guerre d'Algérie, deux millions d'Algériens sur neuf étaient placés dans des processus d'internement.

Cela dit, les rapports de force ont été fluctuants - il y avait des colonisés fausement soumis et des colonisateurs roulés, il y avait des métissages et des acculturations en tous genres. Il y a toujours eu un jeu subtil entre l'impossible assimilation républicaine et une sorte de communautarisme toléré sur lequel les historiens travaillent beaucoup aujourd'hui. L'islam a joué un rôle beaucoup plus important qu'on ne le croit dans ce jeu. Mais ce n'était pas l'islamisme politique tel que nous le connaissons aujourd'hui. Surtout, il faut bien voir que le sens profond du combat du FLN n'était pas religieux : il s'agissait de construire une nation algérienne. Tous les mouvements d'indépendance ont pour objectif la construction d'un État national en référence à l'histoire précoloniale. C'est vrai au Maroc où il y a un sultan, en Tunisie qui est un protectorat.

C'est plus difficile de construire une nation sur trois départements français.

Royaliste : Somme toute, il y a bien une France colonialiste mais peut-on parler d'un impérialisme français ?

Jean-Pierre Rioux : La France a participé avec les autres puissances occidentales à la politique de partage de la terre. Mais elle n'a pas eu de politique coloniale, de pensée coloniale ou impérialiste continue et cohérente. C'est une particularité française qui s'explique par la démographie de notre pays, trop faible pour qu'il y ait des colonisations de peuplement. Il y a aussi des raisons économiques : la vocation et l'activité marchandes de la France n'ont jamais été à la hauteur des ambitions de l'Espagne ou de l'Angleterre. Dans son développement historique, la France est restée très orientée vers le continent européen : il n'y a pas eu de véritable balancement entre la vocation maritime et la vocation continentale. Il y a enfin des raisons politiques : l'Ancien régime, la Révolution, les deux Empires, la III^e République ont toujours considéré que la vocation naturelle de la France était de défendre le pré carré. Il s'agissait d'assurer la puissance et le rayonnement en Europe d'abord puis de porter le plus loin possible l'idée universelle des droits de l'homme. Autrement dit, l'idée coloniale a été tenue comme une dérivation de la vocation nationale. Les Français ont toujours eu une vision de « leurs » colonies étroitement rapportée aux enjeux franco-français et franco-européens.

C'est bien cette conception nationale que le général de Gaulle exprime en avril 1961 à la veille du putsch des généraux : « *Notre grande ambition nationale est devenue notre propre progrès, source réelle de la puissance et de l'influence. La décolonisation est notre intérêt et par conséquent notre politique.* » Telle est le raisonnement qui conduit le général de Gaulle à

mettre fin à la guerre d'Algérie en accord avec la grande majorité des Français qui refusaient de vivre un violent conflit interne et qui voulaient profiter du bien être assuré par la croissance économique.

La colonisation avait toujours été sur trois registres mal démêlés :

- le registre économique ; la politique coloniale étant conçue comme la fille de la politique industrielle - ce fut un échec ;

- le registre humanitaire-civilisateur au temps de Ferry et jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie : on apprenait aux enfants des écoles que « *les races supérieures ont le droit et le devoir de civiliser les races inférieures* » ;

- le registre national : pour une grande nation, révolutionnaire de surcroît, ne pas rayonner c'est abdiquer. Il faut qu'elle rayonne selon ses principes. C'est le grand débat entre Ferry et Clemenceau à la Chambre en 1885. Ferry développe ces trois arguments et Clemenceau lui rétorque qu'il ne faut pas recouvrir la violence du manteau hypocrite de la civilisation.

Mais l'Outre-mer n'a pas marqué de façon décisive le cours de l'histoire de France et n'a infléchi le régime républicain que pendant la guerre d'Algérie, en 1958 et en 1962. L'idée coloniale a débouché sur l'aveuglement : nous avons introduit aux quatre coins du monde une contradiction entre nationalité et citoyenneté ; entre colonisation et émancipation ; entre mondialisation et nation. C'est pour toutes ces raisons que la France coloniale a un écho aujourd'hui beaucoup plus large que les débats mémoriels.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

📖 Jean-Pierre Rioux - « *La France coloniale sans fard ni déni* », éd. André Versaille, 2011, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

La gauche en quête de peuple

Il y eut le peuple de la Révolution française, la classe ouvrière annonciatrice d'un monde nouveau, le peuple de gauche de 1981 puis... les minorités, les exclus, la diversité ou plus généralement les gens... Les socialistes ont abandonné le peuple français, qui s'est détourné de la gauche. Peut-elle le retrouver ?

Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Le principe démocratique pose des problèmes d'interprétation d'autant plus redoutables que le peuple lui-même se définit de plusieurs manières. Les Grecs distinguaient la multitude (*plethos*), la populace (*ochlos*), le *demos*, constitué par les citoyens, le *genos* fondé sur la filiation, l'*ethnos* qui indique l'appartenance culturelle, le *laos* qui désigne la foule indifférenciée. À Rome, on distingue le *Populus romanus*, qui est peuple politique et qui finit par définir l'ensemble des citoyens de l'Empire mais il y a aussi une plèbe (*plebs*) et une multitude. La citoyenneté n'efface pas les catégories sociales, la personne humaine n'est ni reconnue en tant que telle ni conceptualisée, les femmes et les esclaves vivent dans l'exclusion. Plus tard, le christianisme exaltera le *Populus Dei*, définira la personne humaine mais acceptera plus ou moins longtemps le servage.

Il faut revenir à cette complexité première pour comprendre le destin conceptuel du peuple à l'âge moderne et les difficultés auxquelles toutes les formations politiques ont été confrontées, depuis le XVIII^e siècle, lorsqu'elles ont voulu incarner, représenter ou exprimer le peuple. Le titre du

livre de Laurent Bouvet, *Le sens du peuple* (1) est lui-même ambigu. Est-ce le peuple qui fait sens ? S'agit-il de donner sens au peuple-multitude ? Devons-nous retrouver le sens du peuple - la signification de ce qu'il est ?

Ce qui est certain, en première analyse, c'est que le Peuple, aussi mal défini soit-il, a marché dans un certain sens. De l'Antiquité aux temps modernes, le peuple en puissance est devenu un peuple en acte et même, au XX^e siècle, l'acteur principal, déterminant, du mouvement des sociétés, du développement des nations, de la montée en puissance des empires. C'est du moins ce qui s'est dit. Et c'est ce que nous avons lu. Il y a le peuple de Michelet, le peuple de Jaurès et celui de Lénine. Car personne ne parle du même sujet historique. Le peuple de la Bastille et de Valmy perd sa trop belle unité révolutionnaire lorsque se pose la question sociale qui mobilise les premiers militants d'une classe ouvrière qui ne croit guère au républicanisme bourgeois. Et c'est la classe ouvrière de Lénine qui est la seule capable d'accoucher l'Histoire grâce à son avant-garde de révolutionnaires professionnels.

De droite, de gauche ou d'ailleurs, nous avons ardemment discuté de tout cela jusqu'à l'arrivée de la gauche

au pouvoir (2). En mai 1981, on célébra la victoire du **peuple de gauche** puis, en peu d'années, la gauche se mit à parler des *gens*, à se moquer des *beaufs* tandis que le peuple, point dupe des discours de congrès, se tournait vers d'autres tribuns ou se réfugiait dans l'abstention. Laurent Bouvet expose remarquablement ce divorce, auquel il ne se résigne pas.

Le point de départ de la dérive, c'est mai 1968. Pendant ce printemps de révolte et toute la décennie suivante, on continue d'employer à gauche le langage classique de la lutte des classes mais une révolution culturelle est en cours. Elle saisit les socialistes, pas tous, et les détache de la question sociale pour les entraîner sur le terrain de la défense des droits individuels et de la promotion des **minorités** ethniques et culturelles. Le ralliement de la gauche à l'antitotalitarisme accentue cette évolution car la cause des droits de l'homme relègue à l'arrière-plan la défense des *acquis sociaux* et contribue au rejet de l'État, ce *monstre froid*. Somme toute, l'idéologie libérale-libertaire est déjà dominante lorsque la gauche arrive au pouvoir en 1981. Du coup, le tournant de la rigueur de 1983 n'est pas une trahison mais la conséquence logique de la révolution déjà accomplie dans les têtes. La suite est

connue : la gauche dérègle à tout-va et abandonne son projet politique au profit des *identités* tandis que la classe ouvrière est laminée par l'ultra-libéralisme. Le gouvernement Jospin illustre ce choix de la **modernité** plurielle et multiculturaliste, durement sanctionné le 21 avril 2002.

Devenu un parti de hauts fonctionnaires et de cadres supérieurs, le Parti socialiste a manifestement perdu le soutien des catégories populaires. Neuf ans plus tard, la fondation Terra Nova propose d'accepter cette perte et de constituer une nouvelle coalition entre les catégories moyennes, les femmes, les minorités, les jeunes des quartiers. Et c'est en 2012 que François Hollande se met à lire Christophe Guilluy, Gaël Brustier et Laurent Bouvet, prenant conscience au moment d'entrer en campagne que la gauche avait perdu le peuple ! Il lui reste à méditer les pages que Laurent Bouvet consacre à Marine Le Pen et à réfléchir avec l'auteur à la manière de retrouver le sens du peuple.

Face à la double impasse du multiculturalisme d'une gauche qui marche sans le peuple ou contre lui et du populisme de gauche de Jean-Luc Mélenchon, il faudrait que le Parti socialiste cesse de construire le projet conforme à sa propre sociologie et présente au peuple un projet politique susceptible de susciter sa confiance. Ce qui suppose l'abandon de l'idéologie libérale-multiculturaliste, la définition d'une politique sociale, le souci primordial de la nation et de la République. Il est bien tard pour entreprendre cette tâche immense mais en politique il n'est jamais trop tard.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Laurent Bouvet - « *Le sens du peuple - La gauche, la démocratie, le populisme* », Le Débat Gallimard, 2012, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) On pourra en particulier se reporter au dossier de notre revue Cité « *Réflexion sur le peuple* » - Cité n° 36, prix franco : 7 €. [Achat immédiat](#)

Le libéralisme dans tous ses états

En pleine campagne présidentielle, les programmes sont brandis les uns contre les autres tout comme les **valeurs** qui confèrent aux divers projets leur substance et leur architecture. Mais il n'est pas interdit d'opérer une lecture philosophique des positions en présence, tant il est patent qu'en situation de crise, tous les candidats, peu ou prou, adoptent une certaine vision de la politique, dont les lignes de force se réfèrent aux systèmes de pensée qui structurent de longue date notre univers mental. L'interprétation n'est pas toujours facile, car l'évolution, depuis plusieurs décennies, a conduit à nombre de révisions déchirantes. N'y a-t-il pas des normes communes qui situent les candidats et leurs formations dans un espace consensuel ? L'acceptation des procédures de la démocratie représentative est, semble-t-il, général. Ce n'était pas évident dans la période d'après-guerre, où le parti communiste laissait planer un doute, entre son inspiration léniniste et sa pratique legaliste. La culture jacobine, plus généralement, à partir de sa matrice révolutionnaire, s'opposait à la tradition libérale, minoritaire dans les milieux intellectuels. Peu s'effarouchaient des positions de Jean-Paul Sartre à l'égard de l'URSS et même le catholicisme de gauche subissait l'attraction communiste. Le grand tournant intellectuel en faveur du libéralisme eut lieu dans les années 80. Et depuis lors, l'essentiel de la controverse idéologique tourne autour des différentes acceptions du libéralisme.

Le libéralisme politique commande le fonctionnement des institutions, avec la pratique désormais entérinée de l'alternance. Sarkozy ou Hollande ou un autre choix, cela ne fait plus de difficultés, même si la victoire d'un camp est douloureusement accueillie par l'autre ou par les autres. C'est la règle du jeu, avec toutefois quelques interrogations. Un Jean-Luc Mélenchon, par exemple, lorsqu'il se réclame de la période la plus dure de la Révolution et justifie Robespierre, montre qu'il est encore à quelque distance de la pensée libérale. Sans doute se réclame-t-il du seul suffrage démocratique, mais il demeure l'héritier d'un courant toujours vivace qui aspire à une nouvelle radicalité. Un Alain Badiou, un Slavoj Žižek, un Toni Negri et quelques autres se profilent encore sur une ligne infiniment plus brutale, qui n'a pas renoncé à la stratégie léniniste, seule adaptée selon eux, à la liquidation de l'exploitation capitaliste. Ce faisant, ils se reconnaissent explicitement dans un penseur qui se situe pourtant dans l'histoire des idées à leur extrême opposé, Carl Schmitt. Le théoricien de l'état d'exception est aussi celui de la transgression de la norme. On pourra le traduire dans un autre idiome, mais on aboutira à la même légitimation de la violence. Lorsqu'on revient à la pensée d'un Franz Fanon dans *les damnés de la terre*, on établit en axiome que « la violence révolutionnaire est hautement humaine ».

C'est Jacques Rollet qui m'inspire ces rapprochements, avec son dernier essai (1) qui constitue une lumineuse mise au point sur le libéralisme et ses ennemis. J'avais déjà exprimé tout le bien que je pensais de son livre sur *la tentation relativiste* (2) et de sa réintroduction de la philosophie du bien commun selon Jacques Maritain dans les

problématiques actuelles. Il progresse ici dans sa démarche en marquant fortement comment les grandes figures de la pensée contemporaine structurent les débats les plus actuels, notamment ceux qui concernent la régulation de l'économie. Décisif me paraît le rapprochement qu'il opère entre droite et gauche extrêmes sur le concept de *théologico-politique*. C'est apparemment paradoxal, mais c'est métaphysiquement cohérent, lorsqu'on saisit qu'il s'agit pour les uns et pour les autres d'abolir le mal en ce monde. C'est Žižek qui parle de **violence divine**. La sécularisation des concepts théologiques se trouve encore plus accusée à l'extrême gauche que chez Schmitt qui est resté chrétien et ne pense ses propres catégories qu'en référence avec la transcendance. Raymond Aron avait trouvé le mot juste pour définir les idéologies totalitaires. En parlant de *religions séculières*.

Le libéralisme politique est étranger à cette tentation prométhéenne, il en constitue même le contraire absolu. Est-ce à dire qu'il échapperait à toute interrogation religieuse et morale ? Bien évidemment non, même si s'affirme de plus en plus une autre espèce de libéralisme, qualifié de **moral**,

qui voudrait émanciper les individus de toutes les normes traditionnelles. Paradoxalement, note Jacques Rollet, la plupart des anti-libéraux révolutionnaires se réclament de cette permissivité où ils discernent sans doute la réalisation d'un certain rêve libertaire. En revanche, les libéraux les plus rigoureux, à l'exemple de Friedrich von Hayek, ont une conception très rigoureuse du droit, qui obéit selon eux à un ordre de raisons supérieures à la loi positive. Il ne suffit pas qu'une loi soit votée par le pouvoir législatif pour être légitime, il faut qu'elle réponde à une nécessité morale supérieure dont la formule n'est d'ailleurs pas évidente. Mais c'est pourtant le même Hayek qui a combattu avec le plus de vigueur et de constance la notion de justice sociale, qu'il désignait comme un mirage et même comme un danger redoutable, dans la mesure où il s'agit de conférer à l'État la maîtrise totale

de l'économie dans une logique qui, pour notre théoricien ne peut que se rapporter à une régulation totalitaire des marchés et des agents économiques.

C'est sur ce terrain là que je me distinguerais nettement des convictions de Jacques Rollet, même s'il reconnaît un certain nombre de difficultés dans le système de Hayek. Mais il n'est pas possible de trancher en quelques mots un débat aussi considérable, bien qu'il soit d'ailleurs au cœur de la campagne présidentielle. La confiance inconditionnelle mise dans les processus inhérents au libre échange, selon les termes les plus classiques, peut-elle supporter le défi de la crise actuelle qui est mondiale ? J'avoue ne pas être convaincu quand Jacques Rollet veut faire le partage entre les règles du marché et celles du capitalisme financier *avec lequel on tend, à tort, à l'assimiler*. À l'heure de la spéculation universelle pareille distinction ne me paraît ni perceptible, ni recevable. Mais ouvrir ce chapitre c'est plonger dans un univers qui réclamerait un éclairage beaucoup plus spécifique et un examen rigoureux des notions fondatrices de ce qu'on appelle *économie politique*. Il existe d'autres critiques que celle que Karl Marx a tentée en son temps. La conjoncture, dans son urgence, nous fait une ardente obligation d'y revenir de la façon la plus rapide.

■ (1) Jacques Rollet - « *Le libéralisme et ses ennemis, Hayek, Schmitt, Badiou et... les autres* », Desclée de Brouwer, prix franco : 19,50 €. [Achat immédiat](#)

(2) Jacques Rollet - « *La tentation relativiste ou la démocratie en danger* », DDB, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)
Cf. *Royaliste* n°913, page 9.

par Gérard Leclerc



Le millénaire a 25 ans

Il y a 25 ans, paraissait au Journal officiel de la République française, le décret du 22 janvier 1987 portant création d'un comité pour la commémoration du millénaire de l'avènement d'Hugues Capet.

Il peut paraître curieux de célébrer l'anniversaire d'un anniversaire, mais le millénaire capétien a bien été un événement en soi. La commémoration de l'élection à Senlis puis du couronnement à Noyon le 3 juillet 987 du fondateur de la dynastie capétienne, qui régna sur la France pendant huit siècles, n'allait pas de soi en effet. Emportée par deux Républiques, en 1792 puis en 1848, la royauté française n'avait pas forcément son acte de naissance inscrit sur le calendrier de l'actuelle République.

C'était sans compter sur la rencontre de deux hommes que tout pouvait sembler opposer et qui se sont alors retrouvés sur le désir de célébrer ensemble l'unité nationale et la continuité française : le président de la République François Mitterrand et le chef de la Maison de France, Henri d'Orléans, comte de Paris. Un livre, qui vient de paraître aux éditions Plon sous la signature de Cyrille Schott, alors conseiller au cabinet du Président, et portant le titre évocateur *La Rose et le Lys*, narre cet épisode (1).

C'est ainsi que le 3 avril 1987, le chef de l'État et l'héritier des rois de France se sont retrouvés côte à côte, dans la grande nef de la cathédrale d'Amiens, pour l'ouverture des festivités du millénaire devant un public de 800 personnes environ ; au premier rang desquels les membres du comité constitué quelques semaines plus tôt sous le haut patronage du Président de la République. Présidé par Jean Favier, médiéviste et directeur général des Archives de France et co-présidé par le professeur Emmanuel Le Roy-Ladurie et le recteur Robert Mallet, le comité comprenait effectivement, en toute logique, événement historique oblige, de nombreux historiens comme Régine Pernoux, Georges Duby, Alain Decaux ou André Castelot.

♦ **Évènement culturel** aussi, le millénaire justifiait également la présence d'hommes du spectacle comme Robert Hossein et de conservateurs du patrimoine tels Hubert Landais, directeur des musées de France, Alain Erlande-Brandenburg, conservateur

des musées de Cluny et d'Écouen ou Pierre Lemoine, ancien conservateur du château de Versailles.

♦ **Évènement médiatique** encore, on retrouvait ainsi André Fontaine, directeur du journal *Le Monde* et Pierre Sabbagh, membre de ce qui s'appelait alors la Commission nationale de la communication et des libertés.

♦ **Évènement politique** enfin, cette dimension, bien présente, était assurée par la nomination d'un grand nombre de personnalités politiques de tous bords (le décret avait aussi été signé de Jacques Chirac, Premier ministre et François Léotard, ministre de la Culture car nous étions alors en pleine période de cohabitation) dont les maires de quelques grandes villes royales (Paris, Senlis, Noyon, Reims). Le comte de Paris ne figurait pas parmi les membres mais était représenté, même si cela était officieux, par Maurice Schumann, de l'Académie française, que des liens anciens unissaient au Prince.

Le monde associatif n'avait pas non plus été oublié avec la participation de Patrice Vermeulen, président de l'Association du millénaire capétien, qui n'avait pas ménagé ses efforts pour populariser cet anniversaire et qui allait publier quelques semaines plus tard le *Guide du Millénaire*. Celui-ci recensait,

sur toute l'année, plus d'une centaine d'initiatives et de manifestations de toutes sortes à travers la France. Les numismates se souviennent en particulier de la pièce de 10 F à l'effigie d'Hugues Capet qui fut la coupure thématique la plus importante de l'histoire du franc et les philatélistes du timbre d'1,90 F représentant la cathédrale de Noyon et le monogramme d'Hugues Capet.

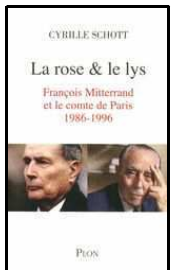
Deux belles expositions furent organisées sur les sacres royaux, l'une sur l'évolution du rite à l'Hôtel de Soubise et l'autre sur les instruments au Musée du Louvre à Paris sans oublier l'exposition itinérante sur la dynastie capétienne réalisée par la *Délégation aux célébrations nationales* qui fut commandée par de nombreuses collectivités, y compris Mayotte. Un colloque du CNRS, tenu en plusieurs endroits, dont Barcelone en Espagne pour rappeler la fidélité de la Catalogne à la nouvelle dynastie, apporta l'indispensable contribution scientifique.

Mais ce qui restera comme le plus marquant, ce sont ces très nombreuses manifestations populaires, telles les fêtes médiévales souvent reliées à un souvenir ou un monument local ou bien encore le tournoi international de chevalerie à La Villette. Si le président Mitterrand s'en tint à Amiens, le comte de Paris fut très présent tout au long de l'année, donnant même un éclat particulier à la titulature de ses deux petits-fils, Jean et Eudes, nommés respectivement duc de Vendôme et duc d'Angoulême le 27 septembre à Amboise.

Une jolie page de notre longue histoire nationale dont il eût été dommage d'attendre encore 1975 ans pour pouvoir en parler.

Fabrice de CHANCEUIL
© ACIP

(1) Cyrille Schott – « *La rose et le lys* », Plon, 2012, prix franco : 19.50 €. [Achat immédiat](#)



Les rapports entre le comte de Paris et François Mitterrand : un préfet de la République témoigne

La rose et le lys
de Cyrille Schott

Prix franco : 19,50 € [Achat immédiat](#)

EXPULSION

La pétition que nous avons publiée dans notre précédent numéro - pour protester contre la procédure d'expulsion de nos locaux engagée par la Mairie de Paris - a été mise en ligne sur internet et tous [nos amis seront invités à venir la signer](#).

Pour ceux qui n'ont pas d'accès internet nous tenons à leur disposition des formulaires qui leur permettront de s'associer à notre démarche.

CONGRÈS 2012

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **17 et 18 mars 2012**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**Les institutions face aux menaces sur la démocratie représentative**" et, d'autre part, "**Les politiques énergétiques pour la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 7 mars - Le Maroc n'intéresse guère les médias français. Pourtant, le royaume chérifien a connu l'an dernier d'importantes manifestations de rue suivies de transformations politiques paisibles. Une nouvelle constitution est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2011 et les élections législatives du 25 novembre ont donné la victoire au Parti (islamiste) de la Justice et de la Liberté dont le chef a été nommé Premier ministre.

Comment les pouvoirs sont-ils organisés dans cet État qui se définit comme une « monarchie constitutionnelle, démocratique, parlementaire et sociale » ? Quels sont les rapports de force entre les formations politiques et quel est le projet du nouveau gouvernement ?

Pour répondre aux nombreuses questions qui se posent, nous avons demandé à **Bernard CUBERTAFOND**, professeur de droit public et auteur de plusieurs ouvrages sur le Maroc de nous expliquer « **L'évolution politique du Maroc** » par rapport aux révoltes et aux révolutions qui se déroulent dans les pays musulmans.

● Mercredi 14 mars - Directeur d'études à l'École des Hautes études en sciences sociales, **Jacques SAPIR** avait montré voici plusieurs années que les conditions dans lesquelles l'euro avait été créé conduisaient cette zone monétaire à la crise. Cette analyse suscitait l'incrédulité, tant l'explosion de la zone euro paraissait invraisemblable. Depuis 2008, le processus de décomposition s'est accéléré. Du coup, les « experts » se demandent comment sauver l'euro sans vouloir reconnaître que le maintien de cette zone monétaire et les mesures déflationnistes ordonnées par les oligarques poussent les peuples à la révolte.

D'où la question que pose Jacques Sapir dans un livre tout récemment publié : « **Faut-il sortir de l'euro ?** » Il s'agira d'examiner les stratégies qui permettraient d'organiser la sortie de la « monnaie unique ». Celle-ci n'est pas une fin en soi : nous verrons comment relancer l'activité économique nationale tout en préservant le principe de la coordination monétaire en Europe.

● Mercredi 21 mars - Maître de conférence à Sciences Po, auteur d'une trentaine d'ouvrages – sur l'extrême droite, l'extrême gauche, Guy Debord... - invité régulier de nos réunions, **Christophe BOURSEILLER** consacre son dernier livre publié à la constellation que forment « **Les extrémistes** ». Il en existe de toutes sortes et ils campent sur des bords opposés. Il y a les staliens endurcis, les groupes de l'ultra-droite, les réseaux terroristes et toutes sortes de rebelles. Mais faut-il ranger le Front national, les héritiers de l'Action française et les catho-

liques intégristes parmi les extrémistes ?

Le tableau complet et précis que brosse Christophe Bourseiller amène à rechercher une définition susceptible d'englober tous les aspects de l'extrémisme. Il faut aussi s'interroger sur le danger que représentent les organisations qui veulent imposer un changement radical de société et qui engendrent parfois des contre-cultures. Sont-elles purement utopiques et négatives ou peuvent-elles entrer dans la composition de la culture dominante ?

● Mercredi 28 mars - Voici un livre qui contraste durement avec les belles descriptions du rêve américain et qui est écrit en contrepoint du célèbre ouvrage sur la *Démocratie en Amérique*. Historien spécialisé dans l'étude de la civilisation américaine et dans l'histoire de la Résistance, **Thomas RABINO** propose quant à lui un thème de réflexion peu courant : « **De la guerre en Amérique** ».

Le fait est que les États-Unis ont effectué, en deux siècles et demi, une soixantaine d'interventions militaires. Certaines sont régulièrement célébrées par le cinéma, d'autres (Panama, Cuba) sont plus ou moins oubliées. Toutes prouvent l'existence d'une culture de guerre que Thomas Rabino examine dans tous ses aspects. La guerre américaine est conçue comme une entreprise d'extermination qui prend de plus en plus la forme d'une barbarie technologique. Il s'agit de poursuivre la lutte salvatrice contre le Mal, de le mobiliser autour du pouvoir politique. La démocratie américaine et la paix mondiale sont-elles compatibles avec cette pulsion belliqueuse ?

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La rentière du malheur

En octobre dernier, Gaël Brustier appelait au combat qui permettrait « *d'en finir une bonne fois avec cette famille de rentiers du malheur que sont les Le Pen* » (1). Bien vu ! La rente du capital familial permet de nourrir une ambition politique qui gonfle en même temps que les malheurs de la nation. De père en fille, la stratégie est la même : jouer le rôle du tribun de la plèbe. Le père voulait simplement jouir de la peur qu'il inspirait aux bourgeois de droite et de gauche mais ne désirait pas le pouvoir. La fille veut participer à un gouvernement dans quelques années sans rien renier de ses convictions nationalistes. La différence entre Jean-Marie et Marine, c'est que l'héritière a renoncé aux provocations verbales, pris ses distances avec le libéralisme économique et déployé un grand nombre de paraules.

Marine Le Pen s'avance couverte de citations et parsème ses discours de solides références. Il y a du Paul Valéry, du Karl Polanyi, du Maurice Allais, du Marcel Gauchet... On invoque Emmanuel Todd, Jacques Sapir, Jean-Luc Gréau... Lectures considérables ! Volant d'un auteur à l'autre, sautant des pages, elle a saisi le lien entre les thèses des économistes hétérodoxes et le patriotisme français et vu tout le parti qu'elle pourrait tirer du thème protectionniste et du rejet de l'euro, associés à une condamnation des élites. Il y a un an (2), voulant saisir la plus infime chance d'évolution, j'avais souhaité qu'on laisse Marine Le Pen exposer complètement son programme et qu'on le prenne au sérieux. C'est fait. Sous l'ap-

parence d'une proximité avec des œuvres majeures, perce une classique manœuvre de récupération et de manipulation. Si l'on reprend une thèse, il faut accepter sa cohérence interne ou dire ce que l'on rejette. Si l'on cite un auteur, il faut avoir l'honnêteté intellectuelle d'indiquer les points de désaccord. Marine Le Pen n'a pas cette honnêteté. Elle brandit sa panoplie de références pour enjoliver sa propagande extrémiste et lier dans un même programme natio-



naliste le protectionnisme et la xénophobie, la laïcité et la dénonciation de l'islam. Cette recherche d'une efficacité électorale maximale conduit à sacrifier la tradition française, l'intérêt national et les principes fondamentaux de la République.

Le droit du sol est inscrit dans la tradition juridique française depuis 1515. C'est le droit d'une France francisante, soucieuse d'associer toujours plus de citoyens à son projet historique. Le Front national veut supprimer ce droit au nom d'une conception ethnique de la nationalité qui assignerait définitivement l'étranger à son statut, avant qu'on trouve le moyen de l'expulser. Cet attentat contre la

tradition républicaine serait facteur de violents affrontements politiques, d'insécurité sociale et d'affaiblissement démographique. Tant que Marine Le Pen ne se prononcera pas pour l'inscription du droit du sol à l'article 1 de la Constitution, nous la combattons.

La préférence nationale est une illusion qui provoquerait le développement du travail clandestin comme l'a montré Jacques Sapir, que Marine Le Pen aime tant citer. Tant qu'elle ne renoncera pas à cette prétendue « priorité nationale », nous la combattons.

La laïcité invoquée par le Front national ne sert qu'à l'offensive contre les musulmans. Tant que Marine Le Pen ne respectera pas la loi de 1905, conçue et appliquée dans un souci d'apaisement, nous la combattons.

Le nationalisme ethnique est facteur de division et de haine dans notre peuple que Marine Le Pen dit vouloir protéger. La xénophobie est compatible – Sarkozy l'a démontré – avec les intérêts de la droite oligarchique qui redoute plus que tout le durcissement de la lutte de classe. Les partisans de la protection économique et de la sortie de l'euro démontrent les faiblesses des propositions de Marine Le Pen, et la récusent (3). Vouloir la guerre ethnoculturelle, c'est nier radicalement le souci politique et la possibilité, pour la France, de jouer un rôle majeur dans les affaires du monde.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. sa tribune : http://www.marianne2.fr/Marine-Le-Pen-vote-Montebourg-la-strategie-des-Possede-es-de-Loudun_a211378.html

(2) Voir l'éditorial de *Royaliste* n° 984 : « [Une femme du XXI^e siècle](#) ».

(3) Cf. Jacques Nikonoff, *La confrontation, Argumentaire anti-FN*, Le Temps des Cerises, 2012, prix franco : 10 €.

Achat immédiat